



التحالف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

Département Général de la
Planification et de la Coordination



À propos

Réalité du Terrorisme et ses Tendances dans les Pays de l'UE en 2019



<https://www.europol.europa.eu/tesat-report>





À propos

Réalité du Terrorisme et ses Tendances dans les Pays de l'UE en 2019

Résumé Exécutif

La lutte contre le terrorisme requiert un échange judicieux des informations et des données précises. C'est dans cette perspective que l'Office Européen de Police (EUROPOL) publie depuis 2006, son rapport annuel sur la situation et les tendances du terrorisme dans les pays de l'UE.

Rapport 2019 sur la situation et les tendances du terrorisme

Le rapport fournit à tous ceux concernés, des enquêtes, des faits vérifiés sur le terrorisme en Europe et des analyses approfondies des menaces terroristes auxquelles l'Union européenne est confrontée, ainsi que les tendances attendues. Il met à la disposition de ses lecteurs un suivi des informations les plus récentes sur les différents types de groupes terroristes et les modifications de la stratégie et des méthodes de financement opérées par ces groupes dans l'UE.

Le rapport 2019 a révélé que le nombre d'attaques terroristes et de victimes a considérablement diminué dans les pays de l'Union Européenne, mais que le terrorisme continue de faire peser une menace constante en Europe, compte tenu du grand nombre d'attaques terroristes contrées par les autorités européennes de sécurité, qui se sont élevées à 16, dont 3 censées avoir utilisé des substances chimiques et biologiques.

Les attaques terroristes sont passées de 205 en 2017 à 129 en 2018, dont 24 ont échoué et le nombre de détenus pour terrorisme et extrémisme est passé de 1 219 en 2017 à 1 056 détenus en 2018. Des attentats horribles perpétrés par des djihadistes en 2018, comme ceux de Trèbes, Paris, Liège et Strasbourg ont tué un total de treize personnes et en ont blessé 46, contre 62 en 2017. Ces attentats terroristes indiquent que les extrémistes d'orientation divergente considèrent de plus en plus la violence comme un moyen de confrontation justifié.

Le rapport note d'autre part, que la violence s'est davantage répandue dans un nombre croissant de pays hors d'Europe. Les zones non gouvernées dans les zones de conflit en Afghanistan, en Libye, au Sahel, en Syrie et au Yémen offrent aux groupes terroristes la possibilité de prendre le contrôle des zones susceptibles de devenir des refuges sûrs.

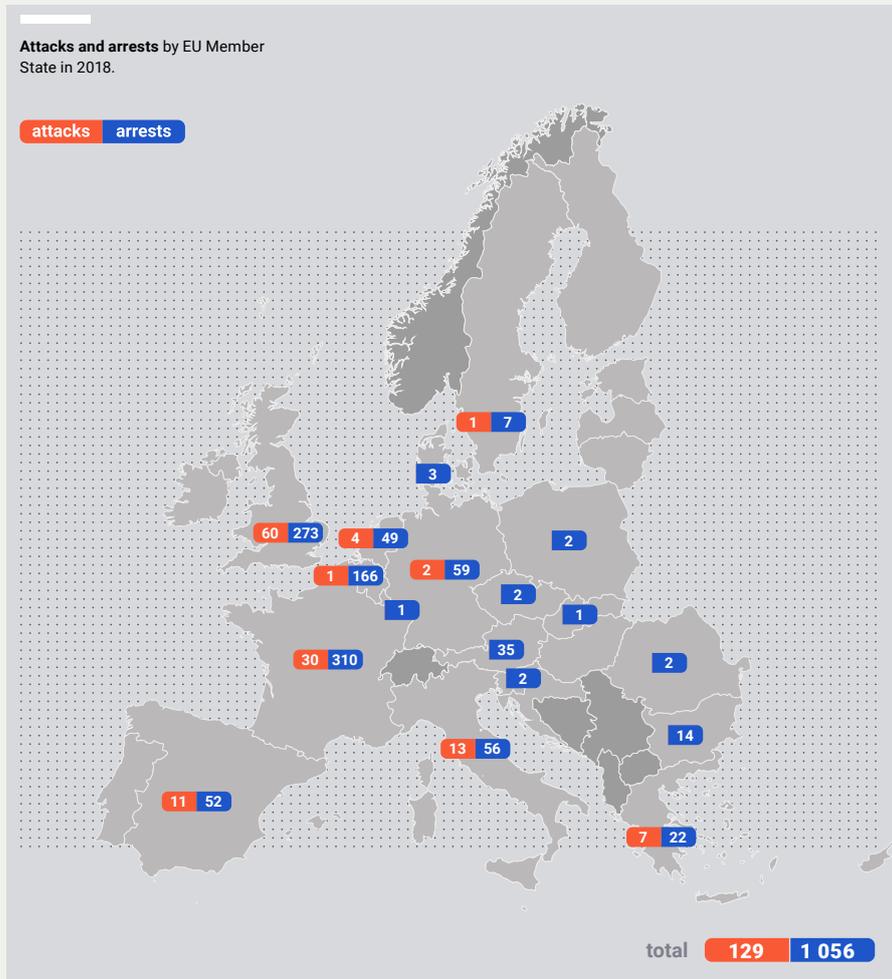
Les groupes terroristes ont d'autant plus acquis dans ces zones, une influence telle qu'ils rivalisent avec l'État, dont l'autorité a déjà souvent été minée par des politiques particularistes, structures faibles et de corruption.

Le terrorisme en Europe est malheureusement influencé par des événements extérieurs. Face à la montée de la violence terroriste à laquelle elle est confrontée depuis 2014, les autorités publiques et les organisations privées travaillant en grande partie de manière distincte, ont mis en place de nouvelles formes de coopération innovantes.



○ ○ — Aperçu général

Attaques terroristes et arrestations



Attaques

Le nombre total d'attaques terroristes a considérablement diminué en 2018, passant de 33 à 24 par rapport à 2017. 129 États Membres de l'UE ont fait état de 129 attaques déjouées, ratées ou achevées. Ce nombre comprend 16 incidents signalés par la France (7), le Royaume-Uni (3), les Pays-Bas (2), l'Allemagne (2), l'Italie (1) et la Suède (1) en tant que complot terroriste déjoué.

Pour la deuxième année consécutive, le nombre d'attaques terroristes déjouées signalées a

notamment surpassé en nombre les attaques achevées. Comme en 2017, la Grèce, l'Italie et l'Espagne ont été la cible d'attaques menées par des terroristes de gauche et anarchistes.

Arrestations

Le rapport a signalé que 1 056 personnes ont été arrêtées dans l'UE en 2018, pour suspicion d'infractions liées au terrorisme, le plus grand nombre de personnes arrêtées ayant été arrêtées en France (310) et au Royaume-Uni (2 333). Le nombre a légèrement diminué par rapport à 2017 mais reste proche de la

moyenne des dernières années. À l'instar de la tendance observée les années précédentes, la plupart des arrestations en 2018 seraient liées au terrorisme djihadiste (511 sur 1 056). L'âge moyen des personnes arrêtées était de 33 ans, près de la moitié des suspects avaient moins de 30 ans et 22% plus de 40 ans.

Comme les années précédentes, les personnes arrêtées étaient en majorité des citoyens européens, principalement des hommes. Dans la plupart des cas, le pays de naissance était le même que celui de la citoyenneté.

Activités terroristes et extrémistes violentes

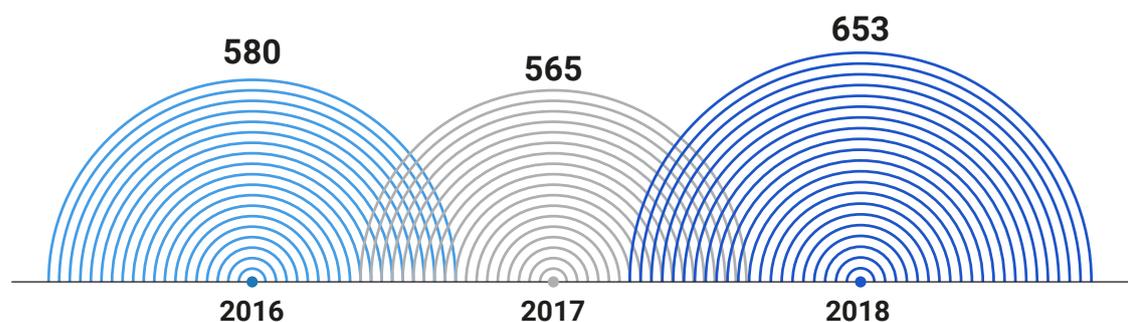
Financement du terrorisme

La plupart des actes terroristes commis en 2018 en Europe ne nécessitaient qu'un financement minime, voire aucun, leur préparation et leur mise en œuvre étant simples et leurs auteurs, en mesure de leur fournir des fonds de différentes manières, sans laisser de traces. Lorsqu'un financement externe est nécessaire, diverses méthodes allant du plus simple au plus complexe, sont utilisées. Les organisations terroristes peuvent collecter des fonds auprès d'activités illégales, telles que l'extorsion de fonds et le trafic illicite de migrants. Mais bon nombre de ces organisations se livrent à des activités légitimes et non fondées, qui ne sont pas aussi suspectes que les petites entreprises. Leurs produits sont ensuite détournés à des fins terroristes; en plus du recours à des systèmes de

prêt et de crédit permettant de financer des actes terroristes. Les systèmes de transfert de fonds demeurent un outil important dans le financement du terrorisme.

Les systèmes bancaires «secrets» reposent essentiellement sur les intérêts financiers et les relations personnelles: ils sont parfaitement adaptables aux circonstances des conflits et aux sanctions économiques et constituent un moyen approprié pour transférer et fournir des fonds à des fins terroristes. Les banques secrètes sont orientées vers le profit et la possibilité de les utiliser auprès d'organisations terroristes est un aspect important, sans toutefois être l'objectif principal de l'existence du système financier (secret). Les enquêtes dans les pays européens ont montré que le blanchiment d'argent, le trafic d'êtres humains, le trafic illicite de migrants et le financement du terrorisme étaient interdépendants. L'Italie a, à titre d'exemple, signalé l'arrestation en 2018, de quatre personnes soupçonnées d'avoir transféré de l'argent en Syrie, lesquels envois proviennent de dons automatiques à des Syriens vivant dans différents pays européens et du trafic de migrants du Moyen-Orient vers l'Europe du Nord. Une partie de ces fonds a été utilisée pour financer une organisation terroriste affiliée à Al-Qaïda en Syrie. Les sites Web normaux tout comme les sombres sont utilisés pour les dons en ligne, y compris les monnaies virtuelles. Bitcoin semble être le moyen le plus répandu dans les campagnes de collecte de fonds sur réseaux sombres.

Number of **individuals in concluded court proceedings** for terrorist offences in 2016, 2017 and 2018, as reported to Eurojust*.



Condamnations et peines

653 personnes dans 17 États Membres de l'UE, avaient été reconnues coupables ou acquittées d'infractions terroristes En 2018. Ce nombre est supérieur aux chiffres rapportés au cours des deux dernières années.

En 2018, la France était l'État Membre ayant enregistré le plus grand nombre de personnes lors des procédures judiciaires conclues pour infractions terroristes (141), suivie de l'Espagne (120), du Royaume-Uni (115) et de la Belgique (80). En Grèce, dix personnes ont été jugées plus d'une fois au cours de l'année dans différentes procédures de terrorisme. En conséquence, le nombre total de verdicts prononcés pour des infractions liées au terrorisme en 2018 était de 664.

Certains des accusés ayant comparu devant les tribunaux des États Membres de l'UE, étaient des mineurs. Le nombre de femmes accusées jugées a continué d'augmenter, (94), par rapport à (66) en 2017 et (53) en 2016.

Type de terrorisme

En 2018, la majorité (399) des verdicts dans les États Membres de l'UE concernaient le terrorisme djihadiste, ce qui confirme une tendance amorcée en 2015. Une grande partie des infractions concernées étaient liées comme à un soi-disant État Islamique (EI) "Daech"; toutefois, des personnes liées aux talibans, aux "Chabab" ou au "Hezbollah" ont également été jugées en 2018.

Les tribunaux en France, en Belgique et en Espagne ont rendu le plus grand nombre de verdicts concernant le terrorisme djihadiste en 2018 (respectivement 123, 76 et 68). Le réseau avait facilité l'intégration de combattants étrangers dans Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), le Mouvement pour l'unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (M al-Nusra et IS, au Mali, en Libye, en Irak et en Syrie). Cinq États Membres de l'UE (Autriche, Belgique, Espagne, France et Allemagne) ont signalé des cas de terrorisme séparatiste en 2018. Les

tribunaux espagnols ont jugé le plus grand nombre de personnes accusées de telles infractions (40).

La plus forte augmentation de terrorisme de gauche a été observée en Grèce, où 33 verdicts ont été rendus, contre 17 en 2017. Les infractions présumées ont été inculquées de préparation à une attaque terroriste et qualifiées de terrorisme de gauche.

Type d'infractions

Un grand nombre d'affaires pénales conclues en 2018 concernaient essentiellement la participation aux activités d'un groupe terroriste, l'exaltation du terrorisme, le recrutement et l'auto-formation à des fins terroristes, le financement du terrorisme, les déplacements dans des zones contrôlées par des groupes terroristes, l'incitation à commettre des actes terroristes; ou encore: fabrication, fourniture ou possession d'explosifs ou d'armes, trafic de migrants, graves dommages à la propriété et falsification de documents officiels...

Nature des assaillants et armes utilisées

Le nombre d'accusés participant à des activités terroristes dans le cadre de procédures judiciaires dans les pays de l'UE est passé de 565 en 2017 à 653 en 2018 pour plusieurs chefs d'accusation.

Les attaques terroristes visant des civils et des symboles du pouvoir, ont été perpétrées avec des armes à feu et des armes primitives (telles que des couteaux) facilement disponibles. Il est intéressant de noter que de nombreuses opérations terroristes déjouées incluaient la tentative de produire et d'utiliser des explosifs et du matériel chimique et biologique.

Trois opérations terroristes visant à produire et à utiliser du matériel chimique, biologique et radiologique dans l'Union européenne ont été interrompues en 2018. En parallèle, une utilisation accrue du contenu de feux d'artifice obtenus légalement ou souvent illégalement lors d'attaques terroristes, a été constatée.

o o — Terrorisme Djihadiste

Poursuite des suspects de terrorisme dans l'UE

Sept attaques terroristes djihadistes ont été menées à bien dans cinq États Membres de l'UE en 2018, une a échoué. Seize complots djihadistes ont par ailleurs été déjoués avec succès, treize personnes tuées et 46 blessés lors d'attaques djihadistes en 2018. 13 personnes ont été tuées et 46 blessées lors de ces attaques.

La France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont connu le plus grand nombre d'attaques et le taux le plus élevé de complots terroristes déjoués avec succès. Les attaques djihadistes ont principalement été menées à l'aide de couteaux et d'armes à feu et ont principalement visé des civils. 51119 personnes ont été arrêtées pour suspicion d'infractions liées au terrorisme djihadiste. Les personnes nées dans l'Union européenne étaient légèrement dominantes. L'âge moyen des assaillants était de 26 ans, les femmes représentaient 22% des personnes arrêtées soupçonnées de terrorisme djihadiste, contre 16% en 2017 et 26% en 2016. La majorité de ces attaques ont été perpétrées par des individus agissant seuls (loups célibataires).

La diminution du nombre d'attaques terroristes djihadistes achevées dans l'UE est au moins en partie le résultat d'opérations de renseignement et d'application de la loi efficaces, illustrée par le nombre relativement élevé d'attaques rapportées signalées. Des réseaux terroristes continuent toutefois d'être détectés en Europe, y compris en prison. 25 détenus appartenant à un réseau djihadiste ont été identifiés en octobre 2018, dans 17 prisons différentes de toute l'Espagne.

Propagande terroriste

Malgré la détérioration des structures organisationnelles de l'EI Daech et sa défaite militaire, le niveau de la menace terroriste n'a pas diminué, l'organisation maintient parmi ses objectifs, de lancer des attaques en dehors des zones

de conflit, en utilisant potentiellement d'anciens membres ou individus touchés par sa propagande pour commettre des actes terroristes en Europe. Les personnes ayant des antécédents criminels, y compris ceux actuellement emprisonnés, risquent toujours d'être recrutés par Daech et peuvent se livrer à des activités terroristes.

Le rapport souligne par ailleurs, que la menace constante que représentent les groupes extrémistes tels que Daech et Al-Qaida, ainsi que l'escalade de la violence d'extrême droite, montrent clairement qu'il reste beaucoup à faire, notamment pour lutter contre le fléau du contenu terroriste en ligne.

Arènes de confrontation virtuelle

La défaite de l'EI en Irak et en Syrie a entraîné la régression de ses capacités numériques via Internet, perdant de nombreuses plates-formes numériques; la cohérence de ses récits a été compromise par l'incapacité de l'organisation à unifier ses positions idéologiques en interne. La perte d'un discours cohérent à la lumière des pertes territoriales de l'organisation, son image de marque affaiblie et sa crédibilité déclinante ont mis en évidence un état général de confusion dans les rangs de l'EI et un manque de cohérence de ses arguments.

L'organisation a cependant, largement maintenu sa présence sur Internet grâce à des réseaux informels de soutien dans le monde virtuel. Malgré des suppressions fréquentes de contenu, le groupe et ses partisans ont continué à publier sur un large éventail de sites de partage de fichiers et de médias.

ISIS et Al-Qaida ont tous deux continué, grâce à l'utilisation de plateformes alternatives et de technologies à source ouverte, à rechercher de nouvelles possibilités de diffuser leurs idées et leur propagande sur Internet, tout en accusant l'Occident - présenté comme une force d'occupation ayant des ambitions néo-impérialistes au Moyen-Orient et en Afrique - d'abriter des complots et des desseins pour subordonner, humilier et saper les institutions, la culture et l'identité islamiques.

La propagande d'ISIS sur Internet est restée techniquement sophistiquée et les associés d'ISIS semblent familiers avec les outils de communication cryptés, mais leurs capacités et leurs techniques de cyber-attaque sont rudimentaires. Aucun groupe terroriste n'a démontré en 2018, qu'il était capable de mener efficacement des cyberattaques, la menace d'extrémisme violent en ligne continue pourtant, de croître.

Suite à l'intensification et à la coordination en 2018, des prises de contrôle par les forces de l'ordre et les réseaux sociaux, y compris Telegram, les partisans de Daech ont redoublé d'efforts pour rester pertinents et continué à rechercher de nouveaux vecteurs en ligne pour leur propagande. Les sites Web affiliés à Daech et agissant comme des référentiels pour la propagande de l'organisation, ont de leur côté réagi aux suspensions récurrentes en créant de nouveaux noms de domaine et en renaissant à de nouveaux emplacements à partir de copies de sauvegarde. Les chaînes pro-Daech et al-Qaeda ont annoncé l'utilisation de plates-formes alternatives reposant sur la technologie blockchain ou peer-to-peer. Telegram demeure la plate-forme de choix pour leurs sympathisants.

Voyager à des fins terroristes

Le nombre de combattants terroristes européens voyageant ou tentant de se rendre dans les zones de conflit en Syrie et en Iraq continuait de décliner et était très faible en 2018. De très faibles déplacements ont été signalés.

Des combattants terroristes étrangers se seraient encore rendus sur d'autres théâtres de conflit, mais en faible nombre. Au lieu d'essayer de se rendre dans la zone de conflit, les soi-disant réseaux djihadistes dans les pays de l'UE se sont orientés vers des activités à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union.

Depuis le début du conflit, environ 5 000 Européens se sont déplacés pour rejoindre les groupes de combat en Irak et en Syrie. La Belgique, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont les principaux pays d'origine de l'UE. À la fin de 2018, le nombre

de citoyens de l'UE résidant toujours dans la région, semblait inférieur à 2000, avec la France et le Royaume-Uni.

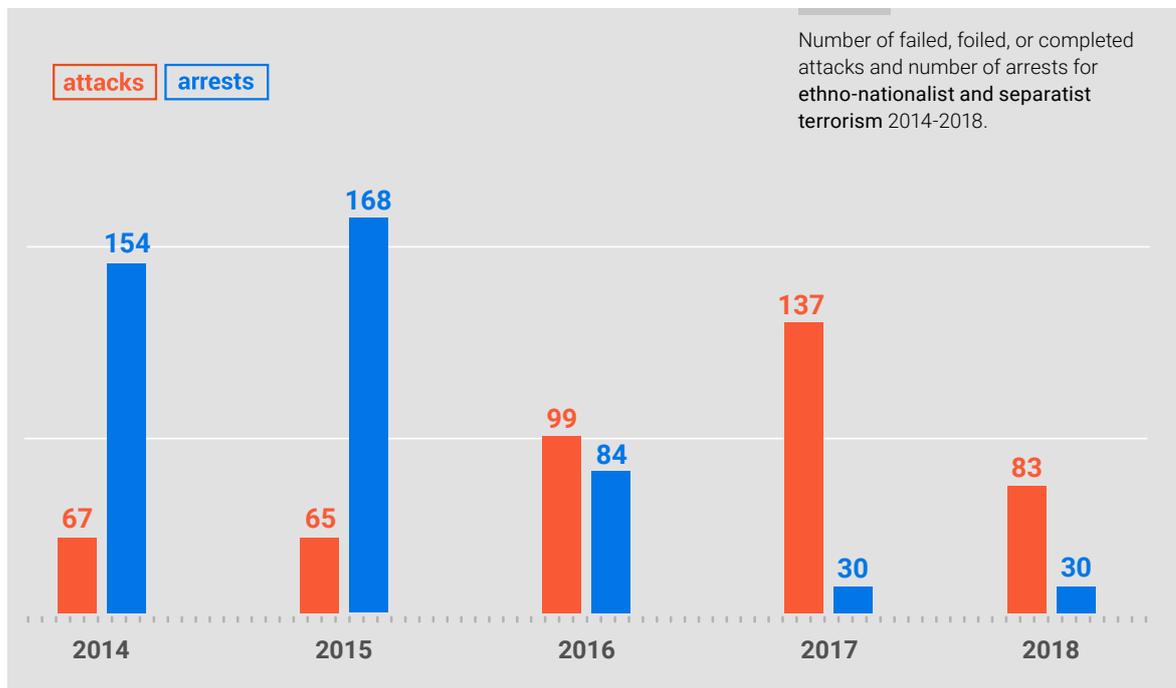
Le nombre de personnes qui retournent dans l'UE demeure très faible, des centaines de citoyens européens restant en détention en Iraq et en Syrie. Certains auraient été détenus dans des camps kurdes (y compris des femmes et des mineurs) ou par les autorités irakiennes; d'autres ont été arrêtés en Turquie. Tous les hommes et certaines femmes ont reçu une formation en armement, les hommes ayant acquis une expérience du combat, alors que les femmes ont été identifiées comme une menace non seulement pour la facilitation, le recrutement, le financement et la production de propagande, mais également comme des attaquants et des combattants potentiels.

Daech a promu vers la fin de 2017, un rôle plus actif des femmes dans les zones de combat. Les États Membres de l'UE craignent que les mineurs, bien qu'ils soient essentiellement des victimes, auraient été exposés à un endoctrinement et à une formation dans les anciens territoires de la RI, et constituent de ce fait, une menace potentielle pour l'avenir. La formation au combat, l'expérience et les contacts internationaux des rapatriés restent un sujet de préoccupation.

— Terrorisme ethnique national et séparatiste

Dans l'ensemble, les attaques qualifiées d'ethno-nationalistes et séparatistes ont continué de représenter la plus grande proportion dans l'Union Européenne, bien que le nombre d'attaques perpétrées par des terroristes ethniques ou séparatistes ait considérablement diminué, passant de 137 en 2017 à 83 en 2018.

129 États Membres de l'UE ont signalé en 2018, un total de 129 attaques déjouées, échouées ou résiliées. Comme les années précédentes, les



pays signalant des attaques terroristes liées au terrorisme séparatiste sont le Royaume-Uni (56), la France (20) et l'Espagne (7). Les forces de maintien de l'ordre de six États Membres de l'UE ont arrêté 30 personnes accusées d'activités terroristes nationalistes ethniques et séparatistes.

Aucune attaque terroriste du PKK n'a été signalée dans l'UE en 2018. Toutefois, un certain nombre d'États Membres de l'UE ont noté que le parti avait conservé sa structure en Europe, fourni un soutien logistique et financier aux combattants kurdes du Moyen-Orient et mené des activités de propagande et de recrutement.

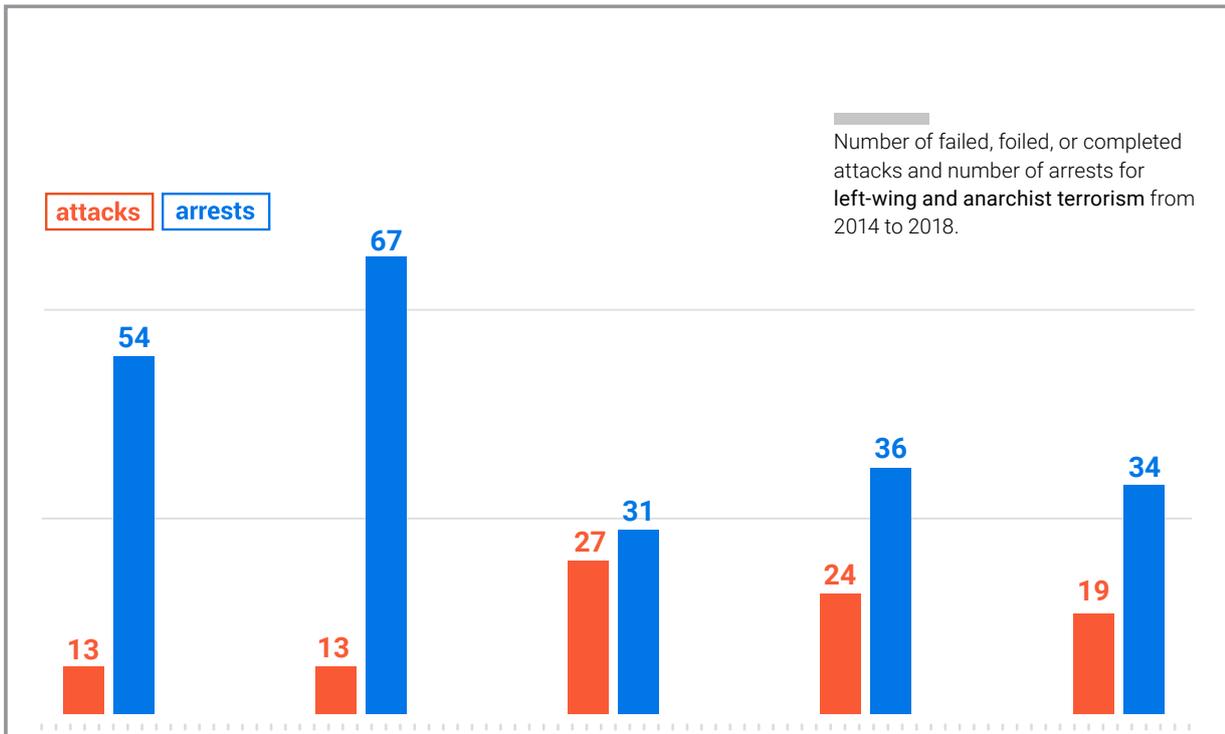
Les tensions entre Kurdes et Turcs dans l'Union Européenne se sont intensifiées, en particulier en Allemagne où une mosquée à Laufen a été attaquée délibérément en mars 2018. Six membres du PKK ont été arrêtés pour suspicion d'implication dans le crime. En général, les relations entre les organisations extrémistes de gauche et les organisations kurdes se sont développées dans de nombreux pays européens.

◦ ◦ — Terrorisme des groupes de gauche et de droite

Les groupes terroristes de gauche dans l'Union Européenne (UE) semblent avoir cessé leurs activités opérationnelles. 19 attaques résiliées, ratées ou déjouées liées au terrorisme de gauche et anarchiste s'y sont produites en 2018 - une légère diminution pour la deuxième année consécutive (27 en 2016 et 24 en 2017).

Le nombre d'arrestations liées au terrorisme de gauche et de droite est resté relativement faible par rapport à 2017 (36 en 2017, contre 34 en 2018) mais le nombre d'arrestations de droite a continué d'augmenter pour la troisième année consécutive.

La Grèce, l'Italie et l'Espagne ont continué à être l'épicentre des activités terroristes dans l'UE. Toutes les attaques terroristes de gauche et anarchistes et la grande majorité des arrestations ont été exclusivement rapportées par ces trois pays, bien qu'il ne semble pas y avoir de contact direct ou de coordination opérationnelle entre les terroristes anarchistes dans ces pays, mis à part les expressions de solidarité en ligne.



Internet reste la plateforme principale pour revendiquer des responsabilités, diffuser de la propagande ou tenter d'internationaliser leur portée.

Malgré l'attrait limité de leur idéologie pour le public, le nombre d'adhérents de l'extrémisme anarchiste semble être resté stable.

Parmi les activités pratiquées par les groupes terroristes de gauche à travers l'Europe, figurent: la formation de groupes non structurés opérant dans et autour de zones urbaines spécifiques, la participation à des rassemblements et manifestations au cours desquels ils ont tenté d'actes de violence, la collection de fonds pour des personnes incarcérées partageant les mêmes idées, et le lancement occasionnel d'attaques. La migration a continué d'être au centre de la rhétorique anarchiste, en particulier en raison de la rivalité entre anarchistes et extrême droite.

Les extrémistes de gauche et anarchistes de l'UE ont également recherché des événements de

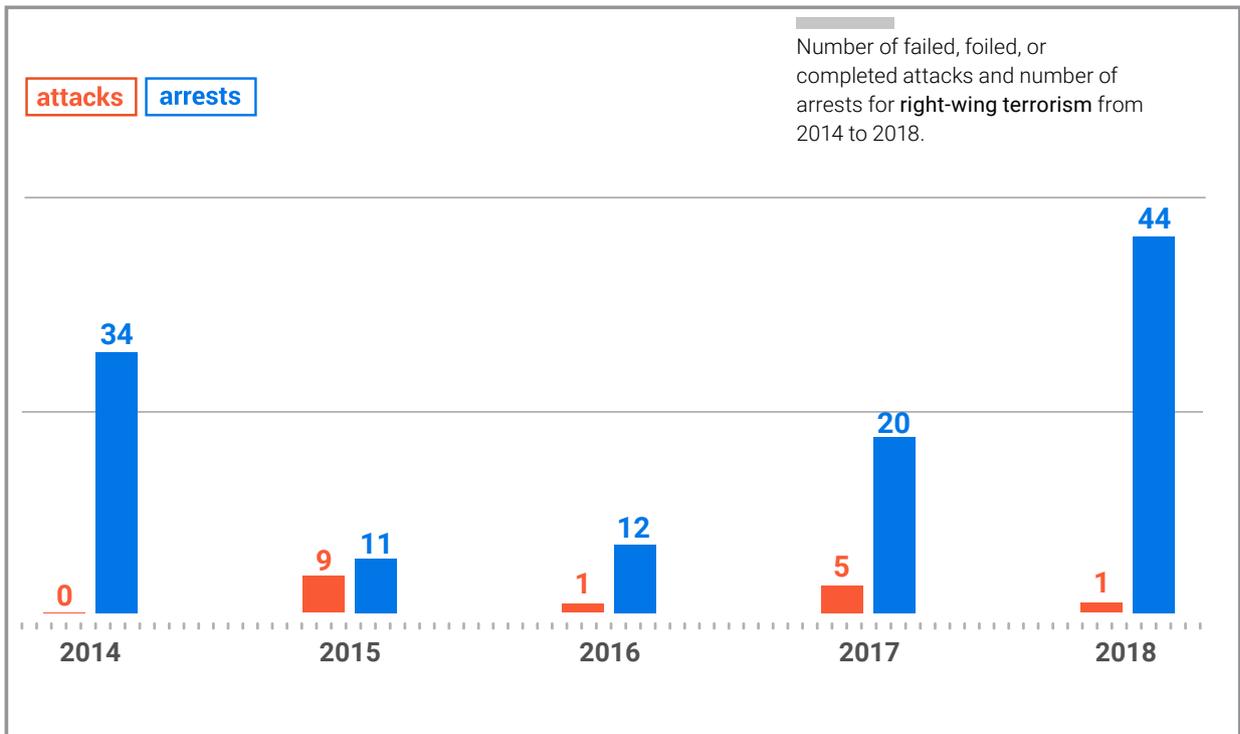
haut calibre bénéficiant d'une large couverture médiatique.

En septembre 2018, par exemple, ils ont organisé des attaques contre la police lors du sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UE à Salzbourg (Autriche). De plus, un certain nombre de manifestations ont eu lieu à Bruxelles (Belgique) lors des sommets de l'UE.

— Terrorisme de droite

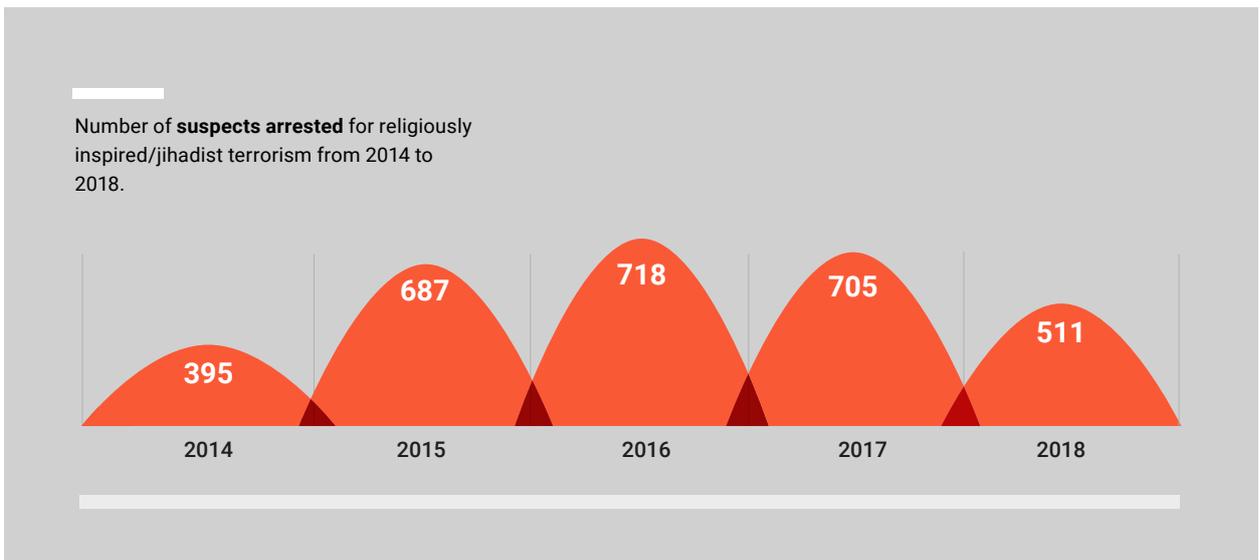
La scène de l'extrémisme de droite varie considérablement entre et dans les États Membres de l'UE. En dépit de la montée de la pensée d'extrême droite en Europe, un seul attentat terroriste d'extrême-droite a été rapporté dans l'UE, en 2018.

Si la grande majorité des groupes extrémistes de droite dans l'Union Européenne n'ont pas eu recours à la violence, ils contribuent néanmoins à enraciner un climat de peur et d'animosité à l'égard des groupes minoritaires. Un tel climat, fondé



sur la xénophobie, les sentiments antisémites, islamophobes et anti-immigration, pourrait permettre à certains individus radicalisés de recourir à la violence à l'encontre des personnes et des biens de groupes minoritaires. Les factions

comprennent des groupes nationaux socialistes et néonazis, des individus et des groupes révisionnistes, des groupes racistes et antisémites et des extrémistes d'extrême droite.





À propos

Réalité du Terrorisme et ses Tendances dans les Pays de l'UE en 2019



الائتلاف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

Département Général de la
Planification et de la Coordination



@IMCTC_AR | @IMCTC_EN | @IMCTC_FR

www.imctc.org